



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: Burundi et Region des Grands Lacs - 2018

TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL Semestriel

DATE DE RAPPORT: Juin 2018

| | |
|--|---|
| Titre du projet: Fond de soutien au dialogue pour une resolution de la crise au Burundi | |
| Numéro Projet / MPTF Gateway: PBF/BDI/A-14, no 00100897 | |
| Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF | Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire: |
| Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): UNOPS | |
| Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire général (OSESGB) | |
| Date de début du projet¹: 13/06/2016 Durée du projet en mois :² 24 mois | |
| Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional | |
| Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): : \$ 984,400 : \$: \$: \$ Total: \$ 984,400 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i> | |
| Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet: N/A | |
| Préparation du rapport: Rapport préparé par: Christophe Maganga Rapport approuvé par: Envoyé Spécial du SG des Nations unies Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: oui Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport: Non | |

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général a continué d'apporter son appui multiforme au dialogue inter-Burundais mené par le Facilitateur de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). Une 4ème session a été organisée du 27 novembre au 8 décembre. Elle devait aboutir à la conclusion d'un accord entre les parties prenantes. Celles-ci ont, une fois de plus, refusé de s'asseoir autour de la table et de discuter face à face des points de l'agenda proposé par le Facilitateur, préférant débattre séparément des questions inscrites à l'ordre du jour. Une partie de l'opposition en exil, réunie au sein du CNARED, avait décidé de boycotter cette session, parce que n'ayant pas été invité en tant qu'entité, même si certains de ses membres avaient été invités à titre individuel. Le Gouvernement s'était fait représenter par l'Assistant du Ministre de l'Intérieur, M. Thérèse Ntahiraja et le CNDD-FDD par seulement certains cadres du parti. Sahwanya FRODEBU et la coalition des indépendants Amizero Y'abarundi avaient représenté l'opposition interne. 32 partis politiques, des organisations de la société civile, des groupes de femmes et des jeunes, les groupes religieux, à l'exception de l'Eglise Catholique, y ont pris part. Le projet avait financé la participation de 68 personnes, y compris les leaders des partis politiques de la mouvance présidentielle et de l'opposition, et deux anciens Chefs d'Etat.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

La situation politique demeure tendue. Les quatre sessions du dialogue n'ont pas avancé de façon significative le processus. L'opposition armée, non reconnue en tant que telle par le gouvernement, n'est pas associée au dialogue. Le référendum constitutionnel du 17 mai 2018 et la promulgation de la nouvelle constitution viennent fragiliser davantage la situation politique déjà tendue du fait de l'élection présidentielle controversée de 2015. Pour les tenants du respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi de 2000, la nouvelle constitution rend l'Accord obsolète. La nouvelle constitution est perçue comme un sérieux revers par rapport aux gains d'Arusha. Les risques de conflit ouvert, avec des impacts sur la stabilité de la région, ne sont pas à exclure. Le projet mériterait des réajustements: en février 2018, le Sommet de la Communauté de l'Afrique de l'Est a reconduit le mandat du Facilitateur et du Médiateur et a appelé les parties prenantes à se réunir dans les meilleurs délais en vue de conclure le dialogue. En avril, le Gouvernement avait notifié au Facilitateur sa disponibilité à reprendre le dialogue après le référendum. Toutefois, des voix au sein du parti au pouvoir considèrent que le dialogue sous les auspices de la CAE est désormais clos, et, s'il devait se

poursuivre, il devrait se tenir au Burundi. Il reste à savoir si la CAE acceptera la relocalisation du processus du dialogue au Burundi, comme l'exige le CNDD-FDD.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Le Burundi a connu plusieurs cycles de violence et une instabilité politique récurrente depuis son indépendance. La guerre civile qui a éclaté en 1993, à la suite de l'assassinat du président Hutu élu, a pris fin à la suite de la signature à Arusha, en août 2000, de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation nationale. Cet accord et la constitution de 2005 qui s'en est fortement inspirée, ont mis en place un système politique fondé sur le partage du pouvoir, la promotion de la démocratie, de la gouvernance politique et économique, le respect des droits de l'homme ainsi que des équilibres ethniques et de genre. Ils ont ainsi été jusqu'en 2015, le socle de la paix et de la stabilité au Burundi. La controverse née de ce qui est apparu aux yeux de certains comme une violation de l'Accord d'Arusha et de la constitution par rapport à la limite des mandats présidentiels est au cœur de la crise actuelle. Les résultats ultimes du projet, s'il était conduit à son terme, devraient permettre aux protagonistes de rétablir l'esprit de consensus qui a prévalu à Arusha, au statut quo ante pour éviter un retour à la pratique de l'exclusion et de monopolisation du pouvoir par un seul groupe, au respect des minorités ethnique et politique. Car, et cela a été souligné à Arusha, la cause du conflit Burundais était politique avec une dimension ethnique, vu la monopolisation du pouvoir par certains.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):
on track

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Le processus de dialogue inter-Burundais entamé juillet 2016, n'a pas connu des avancées significatives. Il est important de relever que pendant que la région et le reste de la communauté internationale appelaient à la tenue d'un dialogue inclusif sous les auspices de la CAE, le gouvernement avait quant à lui, mettait en place une Commission Nationale du Dialogue Inter-Burundais, qui se déroulait à l'intérieur du pays. Il y avait donc deux processus qui se chevauchaient pour atteindre un même objectif: résoudre la crise née des élections controversées de 2015. Le gouvernement semblait accorder plus d'importance au dialogue interne, arguant que les partis politiques, les organisations de la société civile, et toutes les couches de la population y étaient associés, et que ce processus interne était donc plus inclusif que celui mené sous la Facilitation de la CEA. Le manque de progrès était également dû au fait du manque de volonté de la part du gouvernement de discuter avec son opposition, particulièrement celle accusée d'avoir orchestré les manifestations contre le troisième mandat et le coup d'état de mai 2015. Pendant les quatre sessions que la Facilitation a organisées, de juillet 2016 à décembre 2017, les parties en conflit ont toujours rejeté les discussions directes, forçant ainsi la Facilitation à organiser des sessions séparées avec chacune des parties.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Il est difficile à ce stade décrire l'impact humain du projet sur les populations. Non seulement la crise la a crise persiste, mais surtout, le projet n'est pas arrivé à terme, et connaît un certain nombre de défis. L'absence de solution pérenne de la crise a plutôt des effets adverses sur la population qui sont caractérisés par la détérioration de la situation socioéconomique et humanitaire. A ce jour, même si les chiffres sont souvent contestés par le gouvernement, le HCR estime à un peu plus de 400 000 le nombre de Burundais qui ont trouvé refuge dans les pays voisins, notamment en Tanzanie. D'autre part, un peu moins de 200 000 seraient déplacés internes. Des accords Tripartites entre le Burundi, la Tanzanie et le HCR ont été signés en août 2017 et mars 2018 pour encadrer le rapatriement volontaire des réfugiés qui le désirent. Selon le HCR, un peu plus de 32 000 réfugiés seraient retournés depuis l'accord de mars 2018. Au plan humanitaire, selon le Plan de Réponse Humanitaire 2018 d'OCHA, qui lui aussi a été rejeté par le gouvernement, sur une population estimée à plus de 11 millions, 3.6 millions auraient besoin d'assistance humanitaire.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le dialogue inter-Burundais reste la seule voie pour la résolution de la crise Burundaise. Le projet devrait se poursuivre jusqu'à ce que les parties prenantes trouvent une solution à la crise. Les défis à l'aboutissement du projet sont multiples et multiformes. Il y a entre autres (i) le manque de volonté réel du gouvernement et du parti au pouvoir de s'asseoir avec l'opposition, (2) le manque d'intérêt apparent des leaders de la région de s'impliquer dans la recherche d'une solution durable et définitive de la crise, (iii) l'absence de cohésion de l'opposition politique, (iv) l'environnement régional peu propice à l'alternance politique au sommet des états.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: La complémentarité entre différentes approches au Burundi est assurée

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet

commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Depuis le début d'exécution du projet, la Facilitation a organisé quatre sessions de dialogue inter-Burundais. Celles-ci ont toujours été précédées par des réunions du Groupe Technique de Travail Conjoint CAE-UA-ONU et des consultations avec différents protagonistes de la crise, particulièrement au Burundi et dans la région, pour recueillir les vues des uns et des autres afin de les intégrer dans les discussions. Lors de la quatrième session du dialogue (27 novembre-8 décembre 2017), bien que le Gouvernement et les partis alliés, d'une part, et l'opposition, d'autre part, aient refusé à nouveau de s'asseoir autour d'une même table, le Facilitateur a conclu la session en prenant en compte les conclusions auxquelles chaque groupe était parvenu. Il a ainsi, sur la base des documents finaux qui lui ont été soumis, répertorié 19 points de convergence et 11 points de divergences. Points de convergence: (i) la souveraineté de la République du Burundi et les droits politiques et sociaux des Burundais; (ii) l'engagement en faveur de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et de la constitution, comme fondement de la paix durable, la sécurité et la stabilité; (iii) la nature de la crise et le besoin d'une solution politique; (iv) la nécessité de créer un environnement sûr pour le retour et la réintégration des réfugiés des acteurs politiques exilés, ainsi que le rétablissement des personnes déplacées, avec le soutien d'autres protagonistes et de la communauté internationale.

Points de divergence: (i) la dépolitisation des organes de sécurité ; (ii) les libertés fondamentales pour les individus et les groupes légalement organisés tels que la liberté d'association, de se réunir, d'expression et de mouvement; (iii) la libéralisation des prisonniers politiques; (iv) les amendements constitutionnels; (v) le passage de la majorité de deux-tiers à la majorité simple au parlement; (vi) le désarmement des populations civiles et autres groupes; (vii) la sécurité personnelle et la protection des biens appartenant aux acteurs politiques rentrant d'exil; (viii) la réforme du secteur de la sécurité; (ix) la discussion avec les groupes armés prêts à renoncer à la violence et la poursuite de la recherche d'un règlement pacifique; (x) l'ouverture de l'espace politique; (xi) levée des mandats d'arrêt et l'amnistie des détenus politiques.

Résultat 2: Un processus de dialogue crédible, transparent et inclusif est créé et contribue au retour de la paix et de la stabilité dans le pays.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Comme indiqué ci-dessus, la région au plus haut niveau, a demandé au Facilitateur de poursuivre ses efforts et s'est engagée à fournir les financements nécessaires à cette fin. Le Facilitateur s'efforce de réunir à nouveau les parties prenantes sur la base des résultats de la quatrième session ci-dessus évoquées. Le gouvernement a exprimé sa disponibilité de reprendre le dialogue après la tenue du référendum. L'opposition, notamment celle à l'intérieur, appelle le Facilitateur à relancer le processus. Le Facilitateur envisage d'entreprendre des nouvelles consultations avec les parties prenantes pour s'accorder sur une nouvelle feuille de route sur le processus du dialogue.

Résultat 3:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

| | |
|---|---|
| Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères) | Le Gouvernement est membre au comité conjoint de pilotage des projets PBF et, en cette qualité, participe aux réunions de coordination convoquées pour réexaminer par exemple la durée/extensions des projets |
| Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères) | Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général confectionne les rapports substantifs régulièrement sur la mise en oeuvre du projet. UNOPS quant à elle fournit les rapports financiers. |
| Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en oeuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères) | N/A |
| Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères) | La Chine avait en son temps contribué USD 1,200,000 au dialogue inter-Burundais au Secrétariat Exécutif de la CAE. L'Union Africaine a aussi financé certains aspects du processus du dialogue. En février 2018, le Sommet de la CAE a promis de mettre des fonds à la disposition de la Facilitation pour financer la cinquième session du dialogue. |
| Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères) | D'autres activités en relation avec le projet ont été menées, notamment celles soutenues par ONUFEMMES qui appuie les femmes pour leur participation au dialogue. |
| Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères) | Le projet devrait se conclure par l'adoption d'un accord entre les parties qui envisagerait la mise en place d'une commission de suivie chargée de la mise en oeuvre de l'accord. La poursuite du soutien du |

| | |
|---|---|
| | PBF pourrait être envisagée, pour permettre de réunir régulièrement les acteurs et autres parties prenantes à la mise en oeuvre de l'accord. |
| Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères) | Face aux risques que constituent l'absence de volonté du gouvernement de s'asseoir avec son opposition pour discuter les questions contentieuses et au manque d'appuis financiers, le projet a été souvent prolongé. La promulgation récente, le 7 juin 2018, par le Président de la République de la nouvelle constitution qui n'aurait pas eu l'assentiment de tous les acteurs intéressés pourrait constituer un blocage à la poursuite d dialogue. Certains partis de l'opposition, notamment ceux rassemblés au sein du CNARED estiment que le dialogue n'aurait plus de raison d'être, l'Accord d'Arusha étant désormais tombé en obsolescence. |
| Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères) | Marquer Genre:2 Des femmes, présidentes des partis politiques et activistes de la société civile, ont effectivement pris part à la quatrième session du dialogue inter-Burundias, toutefois dans une proportion limitée par rapport aux hommes. |
| Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Le financement du projet devrait se poursuivre pour contribuer à la recherche d'un règlement définitif de la crise que traverse le Burundi depuis 2015. La persistance de la crise comporte des risques parmi lesquels l'érosion continue de la confiance entre le gouvernement et l'opposition qui va être exacerbé par la promulgation de la constitution de 2018. |

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|---|--|---|--|--|--|--|
| Résultat 1 Complémentarité entre les différentes approches est assurée. | Indicateur 1.1 Les organisations de la sous région, la région et internationales sont capables de partager une position commune sur la résolution de la crise au Burundi. | La CAE, l'UA et l'ONU travaillent ensemble pour renforcer l'efficacité de leurs interventions | La CAE, l'UA et l'ONU sont d'accord sur un plan d'action qui bénéficie d'un consensus et est mis en oeuvre | Une 4ème session du dialogue a eu lieu à Arusha, Tanzanie, du 27 novembre au 8 décembre 2017. L'agenda du facilitateur a été discuté, bien que séparément par les protagonistes. Des points de divergence et de convergence ont été trouvés. Ceux-ci devraient servir de base pour la discussion finale. | | N/A |
| | Indicateur 1.2 | | | | | |
| | Indicateur 1.3 | | | | | |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|--|--|--|--|--|--|--|
| Produit 1.1 Les partenaires au niveau de la sous-région, la région et l'ONU s'accordent à mettre en oeuvre un plan d'action qui peut contribuer à résoudre la crise actuelle. | Indicateur 1.1.1 Un consensus sur le Burundi est établi entre les organisations sous-régionales, régionale et internationales | Les membres des organisations ont des perspectives différentes sur le Burundi. | Les décisions des différentes organisations internationales sont avalisées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies | Les organisations internationales maintiennent des perspectives divergentes sur la résolution de la crise au Burundi au niveau du Conseil de Sécurité. | | N/A |
| | Indicateur 1.1.2 | | | | | N/A |
| Produit 1.2 Mécanismes conjoints de facilitation sont établis. | Indicateur 1.2.1 Mécanismes conjoints fonctionnels | Mécanismes conjoints ne sont pas encore actifs | Mécanismes conjoints sont créés avec la participation des acteurs régionaux. La CAE, l'UA et l'ONU ont des représentants | Les représentants au sein du Groupe Technique de Travail Conjoint de la CAE, de l'UA et de l'ONU apportent un appui multiforme au Facilitateur. Ils | L'absence de collaboration franche du Secrétaire Exécutif de la CAE dans la mise en place du mécanisme a été source du retard. Le mécanisme a été mis en place en février 2017 | N/A |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|--|--|---|--|--|---|-------------------------------------|
| | | | au sein du Groupe Technique de Travail Conjoint | tiennent des réunions régulières, participent à toutes les consultations et participent à l'élaboration de la Feuille de route du Facilitateur | | |
| | Indicateur 1.2.2 | | | | | |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 | | | | | |
| | Indicateur 1.3.2 | | | | | |
| Résultat 2 Création d'un processus de dialogue crédible, transparent et inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans le pays | Indicateur 2.1 Une Feuille de route du dialogue politique est adoptée et mise en oeuvre | Il n'y a pas actuellement de dialogue politique entre les autorités Burundaises et l'opposition | La mise en oeuvre de la Feuille de route conduit au retour de la paix et de la stabilité dans le pays. | Le processus de dialogue inter-Burundais reste dans l'impasse. La sous-région, la région et la communauté internationale fonde de grands espoir dans la reprise du processus et invitent les parties | | N/A |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|--|---|---|--|---|--|-------------------------------------|
| | | | | prenantes à faire preuve de bonne foi et de s'engager dans un dialogue inclusif. | | |
| | Indicateur 2.2 | | | | | |
| | Indicateur 2.3 | | | | | |
| Produit 2.1 Les autorités nationales et les autres parties prenantes Burundaises acceptent de participer au dialogue. | Indicateur 2.1.1 Les participants au dialogue se mettent d'accord sur la structure et le programme du dialogue | Pas encore d'accord sur la structure et programme du dialogue | Les autorités Burundaises et l'opposition politique conviennent de se rencontrer au sein d'un dialogue politique | Le facilitateur a pris note des points de divergences et de convergences soumis en décembre par chacune des parties prenantes et qui devront constituer la base de l'agenda de la cinquième session du dialogue | Le projet a connu une lenteur dans son exécution, en raison de l'absence d'engagement réel et de tergiversations de certaines parties prenantes. La question de la participation reste à ce jour le principal point d'achoppement qui bloque le processus. | N/A |
| | Indicateur 2.1.2 | | | | | |
| Produit 2.2 Les femmes | Indicateur 2.2.1 Les demandes des femmes et des | La société civile Burundaise, | Les contributions pertinentes | La Facilitation a organisé des consultations pour | | N/A |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|---|---|---|---|---|--|-------------------------------------|
| et les jeunes apportent leurs contributions au dialogues | jeunes sont soumises et abordées au cours du dialogue | les femmes et les jeunes ne sont pas assez associés au dialogue politique | des femmes et des jeunes sont intégrées au dialogue | recueillir les considérations et les propositions de solutions des différent groupes. Les femmes leaders des partis politiques et de la société civile ont été représentées dans le dialogue. | | |
| | Indicateur 2.2.2 | | | | | |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1 | | | | | |
| | Indicateur 2.3.2 | | | | | |
| Résultat 3 Un dialogue politique est entamé qui est crédible, transparent et inclusif et contribue au retour à la paix et la stabilité dans | Indicateur 3.1 Toutes les tendances politiques sont autour de la table de dialogue | Les contacts entre parties prenantes sont rares | Le résultat du dialogue reflète la volonté des participants de toutes les tendances politiques. | Aucun progrès significatif en raison principalement du manque de confiance mutuelle. Les parties prenantes refusent toujours de s'asseoir autour de la table du | Le gouvernement accorde plus de crédit au dialogue interne. L'opposition, notamment celle réuni au sein du CNARED, appelle souvent au boycott des session du dialogue. QUand les protagonistes se réunissent, ils refusent de s'asseoir autour d'une même table. | N/A |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|-------------------|------------------|----------------|------------------------|--|---|-------------------------------------|
| le pays. | | | | dialogue. Le gouvernement rejette la participation du CNARED, en tant qu'entité. | | |
| | Indicateur 3.2 | | | | | |
| | Indicateur 3.3 | | | | | |
| Produit 3.1 | Indicateur 3.1.1 | | | | | |
| | Indicateur 3.1.2 | | | | | |
| Produit 3.2 | Indicateur 3.2.1 | | | | | |
| | Indicateur 3.2.2 | | | | | |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 | | | | | |
| | Indicateur 3.3.2 | | | | | |
| Résultat 4 | Indicateur 4.1 | | | | | |
| | Indicateur 4.2 | | | | | |
| | Indicateur 4.3 | | | | | |

| | Indicateurs | Base de donnée | Cible de fin de projet | Progrès actuel de l'indicateur | Raisons pour les retards ou changements | Ajustement des cibles (cas échéant) |
|-------------|--------------------|-----------------------|-------------------------------|---------------------------------------|--|--|
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 | | | | | |
| | Indicateur 4.1.2 | | | | | |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 | | | | | |
| | Indicateur 4.2.2 | | | | | |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 | | | | | |
| | Indicateur 4.3.2 | | | | | |

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent:

Le Budget initial alloué au projet était de USD 984,400. A ce jour, la somme de USD 362,972 a été dépensée; soit un taux d'absorption du budget de 36.9%.

Le faible niveau de dépense est lié principalement à la nature du projet, qui est avant tout politique, et qui est mené sous les auspices de la CAE. Les déboursements des fonds dépendent du nombre de sessions qui sont convoquées par la Facilitation et des participants qui sont invités aux sessions. Certains aspects sont couverts par l'UA.

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: N/A

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour:

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.